

Energie, climat, France, monde : à la recherche d'une vision cohérente

Attention ! Il y a un risque d'incohérence :

- une vision étriquée et égocentrée qui ne tient pas réellement compte des besoins du monde,
- des décisions et des orientations qui sont prises dans une perspective invraisemblable
- et qui obligent à dépenser chaque année des dizaines de milliards d'euros de plus que d'autres décisions qui conduiraient aux mêmes émissions de CO₂.

- Le gaz carbonique se moque bien des frontières. Or on se propose en France de prendre des décisions (éoliennes, photovoltaïque, isolation thermique, etc.) très coûteuses alors que les mêmes sommes permettraient d'éviter, en Afrique, dix ou cent fois plus d'émissions de CO₂ (photovoltaïque, sylviculture, etc.). Incohérence.

- A l'échelle mondiale pour rendre compatibles la baisse des émissions et *le développement des pays pauvres*, il faudra augmenter la capacité nucléaire. Les pays qui maîtrisent cette technologie ont donc la responsabilité devant le monde entier d'en tirer le meilleur parti. C'est aussi, pour la France, une belle possibilité de marchés pour notre industrie. Renoncer à cette possibilité, refuser cette responsabilité alors que l'on se proclame solidaire du monde entier ? Incohérence.

- Nous dépensons déjà 7 milliards d'euros par an pour l'éolien et le photovoltaïque, sans effet sur les émissions de CO₂. Veut-on doubler cette somme ? Remplacer des réacteurs nucléaires en état de fonctionnement par des éoliennes et du photovoltaïque pour réduire la part du nucléaire à 50 % , c'est dépenser 7 à 10 milliards d'euros par an de plus qu'en maintenant ces réacteurs (les calculs sont publiés). Et cela, encore une fois, sans diminuer les émissions de CO₂. Incohérence.

- Dans l'immédiat, arrêter la centrale de Fessenheim aura inévitablement comme effet que les émissions de CO₂ en France et dans les pays voisins seront supérieures de 11 millions de tonnes par an à ce qu'elles seraient sans l'arrêter : en vingt ans, autant, par exemple, que ce qui est relâché par l'incendie de 80 000 hectares de forêt non suivi de la repousse des arbres...alors que l'on veut diminuer les émissions de CO₂. Incohérence.

- Diminuer en France la capacité nucléaire n'a pas d'autre explication rationnelle que l'espoir de pouvoir s'en passer. Se passer à la fois de nucléaire et d'énergie supposerait des modifications de comportement si considérables qu'elles sont invraisemblables. De plus, pour produire l'électricité et économiser l'énergie, cela obligerait à dépenser *chaque année des dizaines de milliards d'euros* de plus que ce qui serait suffisant, sans diminuer la capacité nucléaire, pour annuler nos émissions de CO₂.

Un mot d'explication : les coûts de production par les éoliennes sur terre et par le photovoltaïque sur le sol sont inférieurs à celui des futurs réacteurs nucléaires. Les éoliennes en mer et le photovoltaïque sur toiture coûtent plus cher. Mais, *surtout*, ces moyens ne produisent pas en fonction des besoins. Il faut donc stocker. Ici, il faut avoir en tête les ordres de grandeur : pour stocker *ne serait-ce qu'un jour* de consommation d'hiver il faudrait une capacité de stockage égale à celle des batteries de 24 millions de véhicules électriques (de 70 kWh par véhicule). Et pour utiliser, l'hiver, de l'électricité photovoltaïque produite l'été, il faut passer par la production d'hydrogène et de méthane ; pour avoir 1 kWh l'hiver, il faut *3 ou 4 kWh* produits pendant l'été. Voilà pourquoi l'utilisation des éoliennes et du photovoltaïque restera, sous nos latitudes, très coûteuse.

Quant aux **économies d'énergie du bâtiment**, avec des pompes à chaleur il suffit de mettre les « passives thermiques » à la classe D du DPE ; les mettre au niveau « basse consommation » obligerait à dépenser 20 milliards par an de plus, inutilement. Voir un article dans le numéro de mai-juin 2019 de la Revue de l'énergie.

Ces sommes ne seraient-elles pas mieux employées à financer l'éducation des jeunes, la justice, la police, la défense, l'innovation ou encore – j'y reviens – des infrastructures dans des pays en développement, seul moyen honorable d'alléger la pression migratoire.

Prochaine note : pour s'affranchir des fossiles, une politique de l'énergie cohérente – en une page.